CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 11 juillet 2020

NOTE DE SYNTHÈSE EXPLICATIVE

BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2020

1/ CONTEXTE :

Le budget primitif constitue le deuxième acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il s'inscrit dans les orientations budgétaires présentées lors du débat d'orientations budgétaires.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022 prévoit, par l'article 13, que chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, le besoin de financement ainsi que la trajectoire de désendettement pour les communes dont la capacité est supérieure à 12 ans.

En outre, l'État demande aux collectivités locales dans ses articles 13 et 16 de la LPFP de maintenir l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2% par an de 2018 à 2022 et qu'elles se désendettent en améliorant chaque année de 2,6 milliards d'euros leur solde budgétaire : montant de l'emprunt – remboursement du capital de la dette.

La balance générale du budget primitif pour l'exercice 2020 se présente donc comme suit, après reprise des restes à réaliser et des résultats reportés pour chaque section :

		Dépenses	Recettes
Crédits votés au titre du présent budget	section de fonctionnement	46 658 860,31	44 543 750,00
	section d'investissement	8 264 930,00	9 916 823,36
Reportes de l'exercice n-1	section de fonctionnement		2 115 110,31
	section d'investissement	1 373 964,42	
Restes à réaliser	section d'investissement	3 248 679,19	2 970 750,25
	Total	59 546 433,92	59 546 433,92
Résultat cumulé	section de fonctionnement	46 658 860,31	46 658 860,31
	section d'investissement	12 887 573,61	12 887 573,61
	Total	59 546 433,92	59 546 433,92

2/ FONDEMENTS JURIDIQUES :

Les collectivités locales sont dans l'obligation de voter chaque année un budget primitif qui représente de manière exhaustive l'ensemble des dépenses et des recettes prévues au cours de l'exercice.

Lors de l'élaboration et du vote de leurs budgets, les collectivités territoriales doivent respecter un certain nombre de principes budgétaires qui s'imposent à elles et qui, pour la plupart, sont communs avec ceux de l'action financière de l'État. Ces principes sont les suivants : annualité, universalité, unité, spécialité, équilibre, sincérité. Ces règles conditionnent la légalité des budgets communaux sous le contrôle du Préfet.

Le code général des collectivités territoriales prévoit dans son article L.1612-2 que le budget primitif doit être adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique ou avant le 30 avril de l'année de renouvellement des organes délibérants.

L'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 reporte la date limite d'adoption du budget primitif 2020 au 31 juillet 2020.

3/ MOTIVATION DE DROIT ET DE FAIT :

Le budget primitif composant le deuxième acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité, regroupe à la fois tous les crédits de dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services, aux charges de personnel, aux charges financières et aux projets d'investissement envisagés par la collectivité, et toutes les recettes provenant de la fiscalité, des dotations, des subventions et des produits financiers qui viendront financer ces dépenses au regard du principe fondamental d'un budget équilibré.

4/ IMPACTS BUDGÉTAIRES :

Le budget 2020 poursuit deux objectifs principaux :

- Maîtriser les dépenses de fonctionnement et maintenir les activités de service public, le BP 2020 s'inscrivant dans la poursuite de la diminution des charges courantes enclenchée depuis trois années et du redressement de l'épargne brute ;
- Investir pour le quotidien et le rayonnement de la Ville tout en contenant le niveau de l'endettement.

Bâti sans augmentation des taux d'imposition et avec reprise des résultats de la gestion de l'exercice 2019, il intègre quelques dépenses résultant de la crise sanitaire sans pour autant en prévoir tous les impacts, ces derniers étant en cours d'évaluation.

Présentation générale (en milliers d'euros) :

		DÉPENSES	RECETTES	
FONCTIONNEMENT	Charges de personnel	25 703	Impôts et taxes	24 493
	Charges à caractère général	6 447	Attribution de compensation	8 594
	FCCT	5 952	Dotations et participations	6 962
	Subventions	2 200	Produits des services	3 575
	Autres	1 914		
	Autofinancement	4 443		
			Résultat n-1	2 115
	46 659		46 659	
INVESTISSEMENT	Remboursement de dettes	3 131	Autofinancement	4 443
	Dépenses d'équipement	4 628	Recettes propres	869
			Besoin de financement	2 450
	Autres	506	Autres	503
	Restes à réaliser	3 249	Restes à réaliser	2 971
	Solde investissement n-1	1 374	Affectation résultat n-1	1 652
	12 888		12 888	

A - Section de fonctionnement

Cette section présente par rapport au budget primitif précédent les évolutions suivantes :

- Recettes totales + 2,07 %
- Dépenses réelles - 1,62 %

En effet, il est affecté à cette section, à l'article 002, un montant de 2 115 110,31 euros au titre du résultat de fonctionnement reporté de 2019.

A.1 – Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 44 543 750 euros, en augmentation de 0,7 % par rapport au budget primitif (BP) 2019 et en diminution de 1,62 % par rapport au compte administratif (CA) 2019.

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
013 – Atténuations de charges	185	192	185	-	- 3,6 %
70 – Produits des services	3 740	3 889	3 574	- 4,4 %	- 8,1 %
73 – Impôts et taxes	32 587	33 377	33 087	1,5 %	- 0,9 %
74 – Dotations et participations	6 533	6 956	6 962	6,6 %	0,1 %
75 – Autres produits de gestion courante	1 013	802	732	- 27,7 %	- 8,7 %
77 – Produits exceptionnels	189	63	4	- 97,9 %	- 93,7 %
Recettes réelles de fonctionnement	44 247	45 279	44 544	0,1 %	- 1,62 %

Impôts et taxes

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Taxes foncières et d'habitation	21 807	21 970	22 294	2,2 %	1,5 %
Attribution de compensation	8 597	8 594	8 594	-	-
FSRIF	835	862	860	3 %	- 0,2 %
Taxes additionnelles droits de mutation	850	1 380	850	-	-38,4 %
Taxe sur consommation finale d'électricité	390	373	370	- 5,1 %	- 0,8 %
Autres	108	198	119	10,2 %	- 39,9 %
Chapitre 73 – Impôts et taxes	32 587	33 377	33 087	1,5 %	- 0,9 %

Les taxes directes locales s'élèvent à 22 294 000 euros et représentent 50,05 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les reversements opérés par la Métropole du Grand Paris (MGP), à savoir l'attribution de compensation (AC) qui comprend la dotation de la compensation de la part salaire (DCPS), s'élèvent à 8 594 300 euros, soit 19,29 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les bases prévisionnelles ayant été notifiées le 9 mars 2020, le produit fiscal inscrit au BP 2020 est le produit fiscal à taux constant 2020. Il présente une augmentation de 2,28% par rapport à 2019 et se décompose comme suit :

	Bases effectives 2019	Taux 2019	Bases prévisionnelles 2020	Produit à taux constant
Taxe d'habitation	51 506 723	24,36 %	52 523 000	12 794 603
Taxe foncière (bâti)	39 792 984	23,21 %	40 806 000	9 471 073
Taxe foncière (non bâti)	51 017	49,44 %	57 300	28 329
			Total	22 294 005

Pour 2020, une revalorisation différenciée s'applique pour les valeurs locatives des différentes bases d'imposition. La loi de finances pour 2020 a suspendu la revalorisation forfaitaire en ce qui concerne les bases de la taxe d'habitation des résidences principales qui sont revalorisées de 0,9 %.

Les bases des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sont quant à elles revalorisées de 1,2 % (par application de l'article 1518 bis du code général des impôts, selon l'évolution constatée de l'indice des prix à la consommation harmonisé de novembre n-2 à novembre n-1).

Par ailleurs, la réforme fiscale introduite par la loi de finances pour 2020 du 28 décembre 2019 prévoit la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour 80% des ménages en 2020, et, pour les 20 % des ménages restants, la réforme se fera par étapes : gel des taux en 2020, - 30 % en 2021 et - 65 % en 2022 et suppression en 2023. Un mécanisme de compensation à l'euro près pour la collectivité est prévu.

Cette loi prévoit également que le taux de la taxe d'habitation appliqué en 2020 est égal au taux appliqué en 2019. En conséquence, le taux de la taxe d'habitation 2019 est reconduit sans modification.

De plus, et conformément aux orientations de maintien des taux décrites dans le rapport d'orientations budgétaires, le BP 2020 ne prévoit pas d'augmentation des taux des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties.

En ce qui concerne les autres impôts et taxes, les inscriptions restent prudentes, tant pour la taxe sur l'électricité, dont les recettes peuvent varier en fonction des conditions climatiques, que pour le produit des droits de mutation qui varie en fonction du dynamisme des transactions sur le territoire.

Dotations et participations

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
DGF – Dotation forfaitaire	3 700	3 713	3 692	- 0,2 %	- 0,6 %
DGF – Dotation de solidarité urbaine	372	375	401	7,8%	6,9 %
Allocations compensatrices	436	602	645	47,9 %	7,1 %
Autres dotations et participations	2 025	2 265	2 224	9,8 %	-1,8 %
Chapitre 74 – Dotations et participations	6 533	6 956	6 962	6,6 %	0,1 %

La dotation forfaitaire de dotation globale de fonctionnement (DGF) s'élève à 3 692 000 euros, soit 8,29 % des recettes réelles de fonctionnement. La baisse de cette dotation est de 0,58 % par rapport à 2019. Le montant de la dotation forfaitaire par habitant n'est plus que de 133 euros quand il s'élevait à 247 euros par habitant en 2010.

Les composantes péréquatrices restent en augmentation, et c'est notamment le cas de la dotation de solidarité urbaine (DSU).

En ce qui concerne les allocations compensatrices, elles sont en augmentation de 7,05 % et se décomposent ainsi :

	2019	2020	Evolution en volume	Evolution en %
Taxe d'habitation	549 476	590 758	41 282	7,5 %
Foncier bâti – personnes de condition modeste	4 168	4 318	150	3,6 %
Foncier bâti – baux à réhabilitation et autres	256	259	3	1,2 %
Foncier bâti – exo. de longue durée (log. sociaux)	48 013	49 043	1 030	2,1 %
Foncier non bâti	144	143	- 1	- 0,7 %
Total	602 057	644 521	42 464	7,05 %

Les autres dotations et participations regroupent notamment les subventions versées par la Caisse d'allocations du Val-de-Marne (CAF) pour les structures de la petite enfance et de l'enfance ainsi que les participations des autres financeurs publics au fonctionnement des activités municipales.

Produits des services, du domaine et de gestion courante

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Redevances d'utilisation du domaine	167	416	153	- 8,4 %	- 63,2 %
Redevances des prestations de services	3 351	3 289	3 205	- 4,4 %	- 2,6 %
Autres produits des services	222	184	216	- 2,7 %	17,4 %
Revenus des immeubles	543	550	522	- 3,9 %	- 5,1 %
Redevances des concessionnaires, autres	470	252	210	- 55,3 %	- 16,7 %
Chapitres 70 et 75	4 753	4 691	4 306	- 9,4 %	- 8,2 %

Les produits des services et du domaine s'élèvent à 3 574 490 euros et représentent 8,02% des recettes réelles de fonctionnement. Parmi les principales recettes, il convient de citer :

- participations des familles - restauration scolaire : 1 200 600,00 €
- produits des consultations - centre municipal de santé : 600 000,00 €

A.2 – Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 42 216 030,31 euros, en diminution de 1,62 % par rapport au BP 2019 et en augmentation de 3,87% par rapport au CA 2019.

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
011 – Charges à caractère général	6 542	5 587	6 447	- 1,5 %	15,4 %
012 – charges de personnel	25 813	25 036	25 703	- 0,4 %	2,7 %
014 – Atténuations de produits	207	182	209	1 %	14,8 %
65 – Autres charges de gestion courante	9 216	9 037	9 079	- 1,5 %	0,5 %
66 – Charges financières	786	655	740	- 5,9 %	13 %
67 – Charges exceptionnelles	345	146	38	- 89 %	- 74,1 %
Dépenses réelles de fonctionnement	42 909	40 644	42 216	- 1,62 %	3,87 %

Charges de personnel

Les charges de personnel sont en diminution de 0,43 % par rapport BP 2019 et représentent 60,88 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Par rapport au CA 2019, l'augmentation reste contenue en raison de la maîtrise de l'évolution des effectifs et des difficultés de recrutement pour certains métiers.

Cependant, le budget primitif intègre des mesures réglementaires qui impactent à la hausse les charges de personnel, à savoir :

- La revalorisation du taux de certaines cotisations et du SMIC ;
- La compensation de l'augmentation de la CSG déductible ;
- La réforme des PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) ;
- La rémunération des agents pour l'organisation des élections municipales.

De plus, les charges de personnel progressent également en raison :

- du GVT (glissement vieillesse technicité) ;
- de la poursuite de la résorption de l'emploi précaire dans les secteurs de l'enfance et ressources hygiène et propreté ;
- de la participation au financement de la mutuelle santé ;
- de la mise en place du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) qui interviendra au cours du dernier trimestre de l'exercice ;
- du maintien des postes ouverts dont les recrutements sont en cours

Charges à caractère général

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Eau, énergie, chauffage, carburants	1 131	1 172	1 063	- 6,0 %	- 9,3 %
Alimentation, fournitures, vêtements	775	687	733	- 5,4 %	6,7 %
Fournitures diverses et scolaires, livres	212	189	389	83,5 %	105,8 %
Prestations de services, locations	1 514	1 370	1 427	- 5,7 %	4,2 %
Entretien bâtiment et matériel	1 278	809	1 264	- 1,1 %	56,2 %
Assurances	127	107	129	1,6 %	20,6 %
Documentation, formation, divers	220	194	229	4,1 %	18,0 %
Honoraires, publicité, transport	804	632	766	- 4,7 %	21,2 %
Affranchissements, télécommunications	199	189	197	- 1,0 %	4,2 %
Frais divers, cotisations, remboursements	163	121	123	- 24,5 %	1,7 %
Impôts et taxes	119	117	127	6,7 %	8,5 %
Chap. 011 – Charges à caractère général	6 542	5 587	6 447	- 1,45 %	15,4 %

La proposition budgétaire pour le chapitre 011 est en diminution de 1,45 % versus le BP 2020. Les charges à caractère général, qui correspondent aux dépenses d'achat, de prestations d'activités des services municipaux mais également aux dépenses d'entretien courant des bâtiments représentent 15,27 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Atténuations de produits et autres charges de gestion courante

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
FPIC et autres reversements	207	182	209	1 %	14,8 %
Indemnités, charges, formation des élus	317	290	273	- 13,9 %	- 5,9 %
Service incendie	589	552	562	- 4,6 %	1,8 %
FCCT	5 990	5 924	5 952	- 0,6 %	0,5 %
Autres dépenses	120	71	92	- 23,3 %	29,6 %
Subvention au CCAS	1 200	1 200	1 200	-	-
Subventions aux associations	1 000	1 000	1 000	-	-
Chapitres 014 et 65	9 423	9 219	9 288	- 1,4 %	0,7 %

Les autres charges de gestion courante qui s'élèvent à 9 078 645 euros sont en diminution de 1,49 % et représentent 21,51 % des dépenses réelles de fonctionnement.

La subvention d'équilibre allouée au C.C.A.S., s'élève à 1 200 000 euros comme l'an passé.

Les subventions versées aux associations s'élèvent à 1 000 035 euros, montant global identique à celui alloué en 2019. Toutefois, en raison de la pandémie, une provision est inscrite afin de pouvoir faire face aux évolutions des besoins des associations en cours d'exercice, la liste des subventions attribuées dès le budget primitif figurant en annexe du document budgétaire.

La contribution au fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) de l'établissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre est principalement composée du produit 2015 des impôts ménages perçus par la communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre et du reversement de la dotation de compensation de la part salaire (DCPS) versée par la métropole du Grand-paris (MGP) dans l'attribution de compensation. Elle est actualisée à chaque nouveau transfert de charges entre la ville et l'EPT.

Enfin, le fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) est un dispositif de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes isolées pour les reverser à d'autres moins favorisées. Les intercommunalités et, sur le territoire de la MGP, les EPT, étant l'échelon de référence, la richesse fiscale se calcule de façon consolidée au niveau de l'EPT.

Charges financières et charges exceptionnelles

En k€	BP 2019	CA 2019	BP 2020	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Intérêts de la dette	760	646	710	- 6,6 %	9,9 %
ICNE et intérêts de la ligne de trésorerie	26	9	30	15,4 %	233,3 %
Charges exceptionnelles	345	147	38	- 89 %	- 74,1 %
Chapitres 66 et 67	1 131	802	778	- 31,2 %	- 3 %

Au titre des intérêts de la dette, la prévision inclut les intérêts de la dette existante, une hypothèse d'index à zéro pour la dette révisable, et une provision (calculée sur la base de l'emprunt inscrit en proposition nouvelle).

B - Section d'investissement

L'équilibre de cette section est assuré par des opérations d'ordre pour un montant de 4 442 830 euros, correspondant à l'autofinancement prévisionnel dégagé à son profit, qui se décomposent ainsi :

- virement de la section de fonctionnement	3 247 200,00 €
- amortissements des immobilisations	1 195 630,00 €

Compte tenu de la reprise des résultats de l'exercice 2019, les restes à réaliser, le solde d'exécution de la section d'investissement et l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement sont repris à l'occasion du vote du budget primitif :

En recettes :

- subventions	294 178,85 €
- opérations pour compte de tiers (collège)	186 571,40 €
- emprunts	2 490 000,00 €
- excédent de fonctionnement capitalisé	1 651 893,36 €
Total	4 622 643,61 €

En dépenses :

- immobilisations incorporelles	211 881,69 €
- subventions d'équipement versées	423 462,40 €
- immobilisations corporelles	910 723,02 €
- immobilisations en cours	1 702 612,08 €
- solde d'exécution section investissement reporté	1 373 964,42 €
Total	4 622 643,61 €

En ce qui concerne les seules opérations nouvelles, le financement de cette section est assuré ainsi qu'il suit :

- subventions de la Région et du Sipperec	39 100,00 €
- fonds de compensation de la TVA	650 000,00 €
- taxe d'aménagement	180 000,00 €
- dépôts et cautionnements	3 000,00 €
- emprunt	2 450 000,00 €
- virement de la section de fonctionnement	3 247 200,00 €
- amortissements des immobilisations	1 195 630,00 €
Total	7 764 930,00 €

Dépenses financières et dette

Au 1^{er} janvier 2020, l'encours de la dette s'élève à 27 174 529,19 euros. Il est constitué de 15 lignes, 81,13 % de l'encours est en taux fixe et 18,87% en taux variable.

100% de l'encours de dette est classé en 1A, soit le niveau le plus faible, selon la charte de bonne conduite (charte Gissler).

Sur la base du budget primitif 2020 et d'une réalisation à 100% des prévisions, la capacité de désendettement théorique s'établit à 11,67 ans.

Une provision globale de 3 131 000 euros est prévue pour faire face à l'amortissement contractuel de la dette (2 910 231,84 euros) et à l'amortissement de la mobilisation de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget.

Après retraitement des deux prêts signés en décembre 2019 pour un montant global de 2 490 000 euros, dont les fonds ont été mobilisés fin janvier 2020 et qui sont inscrits en restes à réaliser, l'encours s'élèvera à 29 664 529,19 euros.

L'équilibre du BP 2020 nécessitant l'inscription d'un recours à l'emprunt de 2 450 000 euros, le stock de dette au 31 décembre 2020 peut être évalué à 29 204 297,85 euros.

Dépenses d'équipement

Au titre des opérations nouvelles, les dépenses d'équipement s'élèvent à 5 127 840 euros et se répartissent ainsi qu'il suit :

- projets structurants	3 231 000,00 €
- investissements courants	1 396 840,00 €
- avances	500 000,00 €

Les dépenses relatives aux projets structurants, dont la programmation impacte plusieurs exercices budgétaires, sont les suivantes :

- accueil unique de l'hôtel-de-ville	80 000,00 €
- crèche les Frères Lumière	633 600,00 €
- gymnase les Frères Lumière.	376 500,00 €
- place Charcot Zola	730 000,00 €
- participation aux travaux d'enfouissement de réseaux ...	1 240 900,00 €
- provision pour acquisition foncière	170 000,00 €

En ce qui concerne les investissements courants, la répartition par fonction est la suivante :

En k€	BP 2018	BP 2019	BP 2020	Pourcentage
Fonction 0 – Services généraux	759	1 213	530	37,9 %
Fonction 2 – Enseignement	181	451	128	9,2 %
Fonction 3 – Culture	80	179	120	8,6 %
Fonction 4 – Sports et jeunesse	91	270	223	15,9 %
Fonction 5 – Social et santé	17	9	18	1,3 %
Fonction 6 – Familles	107	72	170	12,2 %
Fonction 8 – Aménagement urbain	124	454	208	14,9 %
Total	1 359	2 648	1 397	100 %

Parmi ces investissements courants, peuvent être cités :

À la fonction 0,

- une provision de 202 110 euros pour le renouvellement des matériels informatiques, incluant l'achat d'imprimantes, de 30 ordinateurs portables et le renouvellement des tablettes des conseillers municipaux ;
- les travaux d'aménagement du bureau de la police municipale (40 000 euros) ;
- les travaux d'aménagement de la zone logistique au centre technique municipal (20 000 euros) ;
- une provision pour acquisition de véhicules (60 400 euros) ;

À la fonction 2,

- les travaux Adap de signalétique, marquage, plomberie PMR à l'école des Frères Lumière, la réfection de stores à l'école Monod, les travaux PPMS à l'école des Tulipes (43 000 euros) ;
- les provisions pour matériel et mobilier pour ouverture de classes (24 380 euros) ;
- l'achat d'imprimantes pour les écoles et de matériel informatique pour le projet numérique et la salle informatique de l'école Pasteur (27 000 euros) ;

À la fonction 3,

- le remplacement des projecteurs et du plancher de scène au théâtre de la Grange Dîmière (92 000 euros) ;

À la fonction 4,

- le remplacement de l'armoire électrique et des mâts d'éclairage du stade de la Paix, le remplacement du filet pare-ballon du terrain de la Butte et la création de toilettes PMR au stade Gaston Roussel (90 000 euros) ;
- le remplacement des menuiseries et le traitement des points d'entrée d'eau à la Maison des jeunes et de la culture (40 000 euros) ;

À la fonction 6,

- la pose du sol souple à la mini-crèche de la Paix (40 000 euros) ;
- la réfection de la cuisine de la mini-crèche de la Peupleraie (60 000 euros) ;
- les travaux Adap de signalétique, marquage, plomberie PMR au foyer des anciens et à la mini-crèche de la Paix (19 900 euros) ;

À la fonction 8 :

- l'acquisition d'un tracteur autoporté (36 000 euros) ;
- l'aménagement de l'espace à la suite de la démolition du bâtiment du 20, rue Maurice Ténine et le remplacement des jeux du terrain de la Roulée (65 000 euros).

La programmation 2020 réaffirme les choix et les engagements pris dans le développement des politiques publiques au service des habitants, avec la création de nouveaux équipements, la modernisation et l'adaptation d'autres. Le BP 2020 s'inscrit également dans la poursuite des efforts de gestion, le développement d'une gestion responsable et durable ainsi que l'amélioration de la qualité du service public et du cadre de vie.